

CILSS

Comité Permanent Inter- Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES ***1995***

Janvier 1996

Dr. Seydou SIDIBE

INTRODUCTION

Le plan d'action Elevage du couloir central est basé sur la mise en oeuvre d'une série de mesures tendant à libéraliser le commerce transfrontalier de bétail-viande tout en introduisant de nouvelles efficacités. Il exige un ensemble de réformes opérationnelles de politiques faisant intervenir divers agents économiques et politiques. Les concertations permanentes à la fois au niveau des Ministres et des Experts et Opérateurs économiques concourent à rendre opérationnelles ces réformes.

Le présent rapport d'activités est basé sur les activités menées au cours de l'année 1995. Il dresse la situation qui a prévalu sur les marchés à bétail et de la viande et met en évidence les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des résolutions des Ministres des pays du couloir central (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali).

1. Situation des marchés à bétail et de la viande

Les exportations contrôlées de bétail au Sahel ont connu un rythme soutenu au cours de l'année 1995. Cependant, le manque d'organisation des professionnels a constitué une entrave à la relance de ces exportations. La simplification des procédures d'exportation du bétail et la suppression des taxes ont permis l'accroissement des volumes d'exportation et l'atténuation des fraudes; elles ont cependant eu pour conséquence l'absence de retombée financière pour le Trésor public. Seuls les exportateurs semblent en tirer un profit immédiat. D'autre part, la flambée du prix de la viande a entraîné des désordres sur les marchés locaux. Toutefois, les appréhensions, face à l'exportation massive d'animaux, sur d'éventuelles pénuries de bétail au Sahel ne semblent pas fondées.

La pénurie relative d'animaux et la hausse du prix du bétail et de la viande, constatées en Côte d'Ivoire, sont attribuées aux spéculations des opérateurs des pays sahéliens. Aussi diverses stratégies sont - elles envisagées par la partie ivoirienne (mais qui n'ont pas encore vues le jour heureusement). Il s'agit notamment de : (i) l'instauration de marchés régulateurs avec une forte insertion des ivoiriens en vue de canaliser les circuits intérieurs de commercialisation, ce qu'on appelle communément " l'ivoirisation" du secteur. (ii) la tentation de faire appel de nouveau à la viande extra-africaine pour répondre aux besoins des populations en viande.

2. Activités menées par les cadres de concertation

Les cadres nationaux de concertation requièrent progressivement une certaine vitalité grâce à l'engagement plus marqué des opérateurs économiques et à l'appui matériel et financier des partenaires (CILSS, PMR, USAID, Coopération Française...).

2.1. Au Burkina Faso, le cadre national de concertation a mené les activités suivantes :

- l'organisation d'une tournée d'information et de sensibilisation du cadre national dans les principales provinces du pays . Cette tournée avait pour objectif d'une part de sensibiliser les opérateurs économiques pour une meilleure organisation du marché suite à la tension actuelle liée à la hausse du prix des animaux et de la viande et d'autre part inciter les professionnels à prendre part à la prochaine assemblée générale du cadre de concertation prévue début juillet 1995.
- l'organisation d'une Assemblée générale du cadre de concertation en juillet 1995 et ayant abouti à la mise en place d'un bureau national représentatif de l'ensemble des acteurs du secteur bétail-viande du Burkina Faso. La procédure de reconnaissance juridique de ce cadre est en cours.
- l'incitation à la création de l' Association Nationale des Exportateurs de bétail et de viande, membre du cadre national de concertation
- la participation à la mise en place d'un marché frontalier à Ouahigouya, devant jouer le rôle de bourse de bétail. Il est géré par un conseil d'administration comprenant des représentants des marchés avoisinants qui ravitaillent Ouahigouya. La création de ce marché a été rendu possible grâce à l'appui financier du Programme Micro-Réalisation Canada-Burkina
- la reprise de la diffusion hebdomadaire du cours du bétail à la radio et dans la presse écrite en quatre langues nationales, financé par le CILSS et le PMR
- la confection d'un calendrier 1995 de la périodicité des principaux marchés de bétail au Burkina Faso, financé par le PMR
- l'élaboration et la diffusion d'une plaquette d'information sur le cadre national de concertation, financée par la CEBV.

2.2. En Côte d'Ivoire, en attendant la mise en place d'un cadre national renoué et représentatif, le Directeur des Productions d'Elevage de Côte d'Ivoire joue le rôle d'animateur. Il est appuyé dans sa tâche par la FEDESBVI, le Syndicat des Marchands et Importateurs de bétail et celui des Bouchers.

Les activités menées ont porté sur :

- l'identification en cours des opérateurs en vue de la redynamisation du cadre de concertation. Un fichier informatisé est en cours d'élaboration financé par la CEBV.
- la signature de l'Arrêté Interministériel portant création du cadre national de concertation. La procédure mise en place par la Côte d'Ivoire pour l'élection du nouveau bureau national du cadre prévue pour mi-Février 1996 passe par la nomination des membres des différents collèges fin Janvier 1996.
- un séminaire atelier des professionnels sur les problèmes liés au projet de mise en place de marché régulateur. La campagne en faveur de la production nationale et l'autosuffisance et contre les spéculateurs étrangers se poursuit. Les initiatives ivoiriennes pour pénétrer le secteur se multiplient.
- l'informatisation en cours avec le concours du CECI du système d'information existant entre les pays du couloir central
- la création d'un groupement d'intérêt économique (GIE) des bouchers

2.3. Au Mali, les actions menées par le cadre de concertation ont porté sur :

- la tournée d'une équipe pluridisciplinaire du Ministère du développement Rural et de l'Environnement dans les principales régions du Mali en vue d'identifier les grands goulots d'étranglement et proposer des solutions pour une meilleure relance des exportations des produits agricoles,
- la simplification des procédures d'exportation du bétail, à travers la mise en place d'un certificat provisoire d'exportation
- la diffusion à la télévision de sketches sur les taxes sauvages, l'embouche...
- la décentralisation du cadre de concertation (Ségou, Sikasso...)
- les efforts déployés en vue d'encourager l'exportation de la viande ,principalement vers le Ghana.
- l'organisation de la réunion ministérielle avec les pays clients du Mali, en coordination avec les initiatives du couloir central
- l'organisation de la réunion extraordinaire des Ministres du couloir central à Bamako

3. Etat d'exécution des mesures ministérielles

La réunion extraordinaire des Ministres du couloir central élargi au Ghana, tenue à Bamako en Décembre 1995, a permis de faire le point de l'état d'exécution des résolutions ministérielles d'Août 1994 et de faire d'autres recommandations pertinentes.

L'analyse de la situation permet de constater que d'une façon générale, des progrès substantiels ont été réalisés dans la mise en oeuvre des différentes résolutions ministérielles. L'on a assisté au renforcement de l'efficacité du système d'information commerciale dans les trois pays (publication des bulletins de liaison mensuels et trimestriels, diffusion hebdomadaire de synthèse régionale du cours du bétail), à la levée de certaines barrières tarifaires, à l'organisation des professionnels (multiplication des groupements ou syndicats de professionnels), à la réorganisation des cadres de concertation au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, à la mise en place de marché frontalier et à la décentralisation progressive du guichet unique et du cadre de concertation, particulièrement au Mali.

3.1. Mise en place d'un repertoire sous regional des professionnels

Au niveau sous régional, des concertations ont eu lieu entre le CILSS et la CEBV pour enrichir le premier repertoire élaboré par la CEBV. Des termes de référence ont été élaborés (prenant en compte des éléments qui n'étaient pas contenus dans le premier document) et communiqués aux pays pour l'identification des professionnels.

- *Au Burkina Faso*, le travail est en cours grâce à l'appui de la CEBV qui a recruté à cet effet un consultant pour le Burkina Faso et le Ghana. Parallèlement, l'Association Nationale des Exportateurs de bétail recense de son côté tous ses membres pour un repertoire plus restreint.

- *En Côte d'Ivoire*, grâce au concours financier de la CEBV, la DPE a procédé à l'identification des professionnels du secteur bétail-viande et le traitement de toutes les données est en cours.

- *Au Mali*, l'OMBEVI avec l'appui des opérateurs économiques membres du cadre de concertation a procédé à l'identification des opérateurs économiques grâce au concours financier du Projet APEX. Le repertoire est en cours d'édition.

3.2. Coordination régionale des cadres de concertation

Des actions concertées entre le CILSS et la CEBV ont été menées au niveau sous régional leur permettant ainsi d'appuyer les Etats dans la mise en oeuvre de leurs programmes. Parmi les actions, on peut citer notamment la concertation pour

l'élaboration des termes de références pour le repertoire des professionnels, l'appui à la mise en place du bureau du cadre de concertation ainsi que la confection et la publication de plaquettes d'information au Burkina Faso.

3.3. Mise en place d'un système de formation aux métiers de la viande

La formation des opérateurs économiques, principalement des bouchers a toujours été perçue aussi bien par les intéressés eux mêmes que par les partenaires comme une nécessité absolue dans le sens de la modernisation et de la rentabilité du secteur d'activité et de la sécurisation des revenus.

Au niveau des trois pays, la réflexion a été menée sur les modules de formation adaptés aux métiers de la viande. Elle a abouti à des propositions de modules en fonction des besoins de chaque pays.

Les modules visent à améliorer les conditions de travail des professionnels. Il s'agit dans un premier temps de définir un champ d'application et de rechercher le financement des différents programmes de formation.

L'initiative est appuyée au Burkina Faso par l'Ecole Nationale de l'Elevage et de la Santé Animale; en Côte d'Ivoire par la Direction des Productions d'Elevage et le nouveau Syndicat national des bouchers; au Mali par le projet Mali/Usaid Amélioration de la productivité et des Exportations(APEX), l'Office malien du bétail et de la viande (OMBEVI), l'Abattoir Frigorifique de Bamako (AFB).

La formation est menée périodiquement en Côte d'Ivoire par des structures nationales de formation.

Deux sessions ponctuelles de formation ont eu lieu au Mali au profit des bouchers traditionnels et de vingt cinq jeunes diplômés dont une femme au niveau des boucheries temoins.

3.4. Etablissement de modèles de contrats commerciaux adaptés à la filière bétail-viande

Cette activité vise à l'élaboration et la signature de contrats adaptés à la filière bétail-viande. Elle

suit son cours normal au niveau des différents pays. La difficulté majeure se situe au plan juridique, élément fondamental dans l'élaboration de ce genre de contrat. Elle fait l'objet d'études au Mali à travers le Programme de Réforme Economique et de Développement (PRED).

3.5. Implication du système bancaire au financement du secteur

Un climat de méfiance continue toujours à regner entre les banques et les opérateurs privés.

Au Burkina Faso, une étude initiée par la CEBV et menée en collaboration avec le PRAOC, projet régional d'appui aux organisations de crédit, est en cours d'exécution. Elle porte sur l'inventaire, l'analyse de tous les systèmes de crédit du secteur de l'élevage et la proposition d'actions concrètes à mettre en place. L'étude concerne les filières économiquement rentables au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation.

En Côte d'Ivoire, des négociations sont en cours avec le fonds Suisse pour le financement du marché régulateur.

Au Mali, la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) appuie de plus en plus les opérateurs privés. C'est ainsi qu'elle a participé au financement de deux opérations test portant sur l'exportation de la viande d'une part, du bétail d'autre part, vers le Ghana. Ces deux tests n'ont pas été concluants à cause des différentes contraintes d'ordre sanitaire et organisationnel du côté du Ghana. L'opération test sur le bétail menée vers le Ghana, n'ayant pas abouti, a dû être réorientée vers la Côte d'Ivoire où elle a connu un franc succès. D'autres banques comme la Banque du Commerce du Sahel (BCS), la Banque Malienne de Commerce et de Développement (BMCD) commencent également à s'intéresser à la filière.

3.6. Système d'information commerciale

Il s'agit de tester l'utilité et la viabilité d'un échange plus systématique des informations entre les pays du couloir central sur le commerce du bétail et de la viande.

Un échange régulier d'information à travers la publication et la diffusion de flashes hebdomadaires, de bulletins mensuels et trimestriels (Echos du couloir central) élaborés par le CILSS a lieu entre les pays du couloir central portant sur la situation des marchés à bétail, l'état d'approvisionnement, la fluidification des échanges et le rapprochement des politiques.

Une base de données informatisée sur le cheptel est en cours de constitution au niveau des trois pays du couloir central.

Un atelier sous régional organisé par le CILSS avec l'appui de l'USAID a regroupé les pays du couloir central élargi au Ghana et au Togo. Cet atelier a abouti à la

principale conclusion suivante: la nécessité urgente d'une meilleure maîtrise de l'information commerciale des marchés à bétail et de la viande sahéliens vers les pays côtiers consommateurs et vice-versa. Les types essentiels d'information à recueillir ont été soulignés. L'atelier a recommandé la mise en place d'un système léger et minimal, l'harmonisation des fréquences de traitement et de diffusion de l'information commerciale entre les pays du couloir central, l'implication plus étroite des opérateurs économiques du secteur bétail-viande en ce qui concerne la collecte et la diffusion de l'information sur les marchés à bétail et de la viande avec davantage d'esprit de partenariat, la nécessaire collaboration entre l'Etat et le secteur privé. Par ailleurs, pour le succès de l'ensemble des opérations, l'atelier a souhaité le recyclage des agents évoluant actuellement sur les marchés et la formation de nouveaux acteurs. Le CILSS et la CEBV comptent coordonner leurs efforts pour redynamiser les échanges d'informations sur les marchés à bétail et de la viande en vue d'assurer la mise en place d'un véritable système régional d'information commerciale au niveau des pays du couloir central élargi.

Une étude a été menée par la CEBV sur l'observatoire des marchés à bétail et le rapport final sous forme de mémoire de fin d'études est disponible. Cette étude effectuée par L.Bedu et V. Royer avait pour objet « de faire le bilan des systèmes statistiques existants tant au niveau national que régional et de proposer une synergie (à la CMA/AOC et à l'Union Européenne, en particulier) entre les initiatives existantes (CEBV, CILSS/SE, Diaper). Les grandes conclusions sont les suivantes : (i) les besoins en statistiques diffèrent totalement entre les Etats et les opérateurs économiques (ii) un système régional ne sera performant que lorsqu'il existera des systèmes statistiques nationaux performants (iii) toute information ayant un coût, il ne faudra envisager le système que par rapport aux fonds mobilisables (iv) aucun des systèmes mis en place au niveau régional n'est satisfaisant ».

3.7. Institutionnalisation des foires régionales frontalières

La mise en oeuvre de cette résolution a entraîné le projet de création de marchés frontaliers au niveau des trois pays du couloir central. Cependant, ces marchés frontaliers ne sont pas perçus de la même façon au niveau des pays.

L'objectif recherché vise la promotion des échanges commerciaux entre les pays de la sous région à travers une meilleure organisation des marchés à bétail et de la viande au plan national et sous régional, et l'appui au secteur privé à travers le développement de l'entrepreneuriat et du artenariat.

En Côte d'Ivoire, l'idée de marché régulateur fait l'objet de démarches de la part du secteur privé mais aucune position officielle de l'administration n'a encore été prise. Pour la Fédération Ivoirienne de Développement du Secteur Bétail/Viande (FEDESBEVI), le complexe de Ferké pourrait abriter un marché régulateur frontalier de bétail et de la viande disposant d'un fonds de garantie aux différentes transactions dans la filière bovine.

Au Burkina Faso, les autorités envisagent un marché frontalier à Niangoloko.

Au Mali, la Coopérative de Sikasso (COBAS) envisage d'organiser une foire à Sikasso du 26 Février au 4 Mars 1996 futur marché frontalier de Sikasso.

3.8. Allègement des procédures administratives et réduction significative des postes de contrôle

Des progrès substantiels ont été enregistrés dans ces différents allègements au niveau du Mali et de la Côte d'Ivoire. Le Mali, a instauré un certificat provisoire d'exportation et mené une campagne d'information et de sensibilisation à travers des sketches à la TV et des enquêtes journalistiques. La Côte d'Ivoire a poursuivi ses efforts dans le contrôle des prélèvements compensatoires.

Par contre, le Burkina Faso a instauré par décret N0 95-539/PRES, portant promulgation de la loi N)57/95 du 21 Novembre 1995, un régime de fiscalité globale dénommée Contribution du secteur Elevage (CSE) représentative des droits et taxes exigibles des marchands de bétail, de volaille et de peaux brutes.

3.9. Gestion coordonnée du fret retour

Cette résolution n'a pas connu un début d'exécution du fait qu'elle reste liée à une bonne organisation des professionnels ainsi qu'à un système d'information performant.

Pour le moment, les sociétés de convoyage qui ont été mises en place accompagnent les marchandises en vue de favoriser leur passage rapide par la « corruption » des agents affectés aux différents postes de contrôle sur l'axe Ouaga-Abidjan ou Bamako-Abidjan. Elles sont cependant contestées par les transporteurs qui pensent que le convoyage occasionne et encourage la malhonnêteté des agents (gendarmerie, police, douanes, etc...) et contribue à augmenter inutilement les frais de route.

Il faut reconnaître que le convoyage est une charge supplémentaire et pour l'exportateur et pour le consommateur. Il faut donc s'interroger sur l'efficacité de ce système. A terme, il doit disparaître à condition qu'un type nouveau d'exportateur, instruit et connaissant bien ses droits et devoirs voit le jour. L'émergence actuelle de

Fédération, de syndicats au sein des pays du couloir central, constituant des groupes de pression, contribuera à la suppression de ces sociétés.

3.10. Renforcement du système de contrôle des importations et d'homologation des médicaments vétérinaires et aliments bétail.

Cette résolution est différemment interprétée au niveau des pays.

La Côte d'Ivoire ne semble pas connaître de problèmes particuliers dans ce domaine. Les importations sont soumises à contrôle et l'homologation des médicaments vétérinaires se fait normalement.

Le Mali pense résoudre le problème à travers l'étude en cours sur la privatisation des services vétérinaires. La relecture des textes de l'Ordre des Vétérinaires est en cours en vue d'aplanir les difficultés liées à la profession, entre autres le renforcement du système de contrôle des importations et des médicaments vétérinaires.

3.11. Elargissement du couloir central au Ghana et au Togo

Des missions ont été effectuées au Ghana par deux consultants USAID dans le cadre de l'élargissement du couloir central à ce pays. Un document de diagnostic sur les échanges au Ghana a été élaboré en anglais et attend d'être traduit en français.

Une mission est prévue au Togo pour faire un bilan diagnostic en vue de l'insertion de ce pays au couloir central.

Sans attendre ces différentes missions, le Ghana et le Togo ont déjà commencé à participer aux activités du couloir central. Ils étaient représentés à l'atelier régional organisé par le CILSS sur les systèmes d'information du secteur bétail-viande. Le Ghana était par ailleurs présent à la Réunion extraordinaire des Ministres à Bamako et a manifesté son désir de participer désormais à toutes les réunions du couloir central.

En conclusion, il est heureux de constater une certaine volonté des responsables tant du secteur public que privé de se concerter périodiquement pour trouver ensemble des solutions aux problèmes qui se posent aujourd'hui.

4. Contribution aux initiatives nationales, sous régionales

Dr. Seydou SIDIBE a participé et contribué à différentes initiatives nationales et sous régionales :

- Contribution technique à la préparation de la tournée de sensibilisation et d'information du cadre de concertation du Burkina Faso
* *Résultats* : Organisation de l'Assemblée Générale des opérateurs économiques du secteur Bétail-viande. Mise en place d'un bureau national représentatif de l'ensemble des opérateurs.
- Contribution technique à l'élaboration de la plaquette sur le cadre de concertation du Burkina Faso
* *Résultats* : Mise à la disposition du public d'un document fournissant toutes les informations sur les possibilités d'intervention du cadre national du Burkina Faso.
- Appui à la nouvelle Association des Exportateurs de Bétail- Viande du Burkina Faso dans la mise en oeuvre de son programme d'activités
* *Résultats* : Elaboration d'un protocole de collaboration future
- Concertation CILSS/CEBV pour l'élaboration d'un programme conjoint de travail prenant en compte les résolutions des Ministres du couloir central.
* *Résultats* : Difficultés d'obtenir de la CEBV un programme de travail. Exploitation du programme de travail de l'Assistant technique de la Coopération Française
- - Participation à Bamako à l'atelier Banque Mondiale-Mali sur l'élaboration d'une stratégie nationale de développement de l'élevage
* *Résultats* : Large concertation des différents partenaires et prise en compte des activités du couloir central
- Participation à Abidjan à l'assemblée Constitutive de la Fédération Ivoirienne pour le développement de secteur Bétail-viande
* *Résultats* : Regroupement des différents groupements, associations et coopératives au sein d'une même structure en vue de la dynamisation des échanges de la Côte d'Ivoire avec ses voisins sahéliens, principalement le Burkina Faso et le Mali. Mise en place d'un bureau représentatif.
- Participation à Ouagadougou à l'assemblée Générale du cadre de concertation du Burkina Faso

* Résultats : Mise à la disposition des participants du bilan des activités 1994 et du programme 1995. Projet de renouvellement du bureau en Juillet 1995

- Participation à Cotonou au Bénin aux 3èmes journées des Opérateurs économiques du secteur Bétail-viande, organisées par la CEBV.

* Résultats : Implication des Chambres de Commerce aux problèmes des échanges dans le domaine du bétail et de la viande.

- Participation à l'atelier régional du PRASET sur le pastoralisme

* Résultats : Mise en évidence des différentes contraintes liées à la gestion de l'espace pastoral et propositions concrètes d'amélioration. Tentative de rapprochement CILSS/ PRASET

- - Participation à l'atelier de planification des projets des programmes majeurs du CILSS

* Résultats : Participation des partenaires à la réflexion menée au sein du CILSS et prise en compte de leurs préoccupations en vue de l'amélioration des fiches de projets. Engagement des partenaires au financement des différents projets.

- Appui aux cadres nationaux de concertation du Burkina Faso et du Mali par la mise à disposition du matériel informatique et de fonds de démarrage

* Résultats : Amélioration dans le traitement et la diffusion de l'information commerciale

- Participation à la réunion de restitution des investigations au Ghana par deux consultants USAID dans le cadre de l'élargissement du couloir central à ce pays

* Résultats : Elaboration d'un document de diagnostic sur les échanges au Ghana (version anglaise)

- Participation à l'atelier des collaborateurs de l'USAID à Washington

* Résultats : Mise à la disposition de l'USAID d'une plus grande information sur les perspectives du CILSS dans la mise en oeuvre de ses Programmes majeurs ainsi que des informations sur l'état d'avancement des initiatives au sein du couloir central. Recherche de synergie avec les initiatives analogues.

- Participation à la Réunion du Groupe de travail CILSS/Club du Sahel sur la transformation de l'Agriculture sahélienne

* Résultats : Prise en compte des aspects élevage dans la réflexion en cours.

- Participation à la réunion des Ministres des pays partenaires du Mali en matière de commerce de bétail et de viande à ségou et à la réunion Extraordinaire des Ministres du couloir central à Bamako

- *Résultats* : renforcement de la concertation sous régionale en matière d'élevage.

- Elaboration et Diffusion de deux bulletins trimestriels de liaison des cadres de concertation, (l'un sur la Côte d'Ivoire, l'autre sur le Mali) élaborés par des consultants journalistes.

**Résultats* : Large information sur les échanges de la Côte d'Ivoire et du Mali avec leurs voisins. Mise en évidence des potentialités existantes en Côte d'Ivoire et au Mali dans le domaine des produits d'élevage

- Elaboration et diffusion hebdomadaire de la synthèse du cours du bétail et de la viande dans les trois pays du couloir central

* *Résultats* : Information régulière du public sur le cours du bétail dans les trois pays du couloir central

5. Missions

- Missions trimestrielles de suivi et de coordination des activités du couloir central au Burkina, Mali et Côte d'Ivoire. Mission effectuée en compagnie de N. Kulibaba (USAID/ Washington)

* *Résultats* : Progrès dans le rapprochement des politiques entre les trois pays surtout dans le cadre de partenariat.

- Mission au Niger dans le cadre du renforcement du système d'information , en collaboration avec DIAPER.

* *Résultats* : Renforcement de la collaboration avec le Diaper. Contribution à la finalisation des thèmes de référence relatifs à l'étude sur le suivi des troupeaux au Burkina Faso.

CONCLUSION GENERALE

Dans le cadre de la fluidification des échanges et du rapprochement des politiques, il s'avère nécessaire de mener une réflexion approfondie sur la productivité réelle du cheptel sahélien et le comportement des marchés au regard de la dévaluation. Par conséquent, il serait opportun de diligenter une évaluation pointue des exportations en vue d'évaluer les capacités réelles du Sahel lui permettant d'une part de satisfaire la demande intérieure et d'autre part d'approvisionner de façon régulière les pays côtiers en produits de qualité et à un prix compétitif.

La création de marchés frontaliers pourrait contribuer à la fluidification des échanges si toutefois les dispositions nécessaires sont prises pour assurer la transparence de la gestion sur ces marchés.

Le projet d'Observatoire régional des marchés de bétail et de la viande, envisagée par l'Union Européenne, devrait en principe renforcer les systèmes d'information existants en précisant les paramètres techniques utiles à la connaissance des mécanismes régulateurs du marché et ceci dans l'esprit de la fluidification des échanges.

La mise en oeuvre de toutes ces mesures requiert une ferme volonté politique. Aussi est-il d'une haute importance l'instauration d'un dialogue fécond et permanent entre les différents partenaires

du couloir central en vue d'asseoir une véritable coopération sous régionale. Le processus du plan d'Action du couloir central devra servir de modèle pour d'autres initiatives. Il a permis de mettre en exergue un certain nombre de leçons, notamment (i) la concentration sur un ensemble limité d'objectifs (ii) le développement stratégique d'un engagement politique face aux réformes envisagées, (iii) la nécessaire acquisition de compétences chez ceux chargés de la mise en oeuvre des réformes (iv) le développement de capacités de suivi, de planification d'urgence et une bonne souplesse dans la réponse en vue d'anticiper les imprévus./.